



Transition écologique

Le concept de **transition écologique**, élaboré par Rob Hopkins¹, regroupe un ensemble de principes et de pratiques formés à partir des expérimentations et des observations d'individus, de groupes, de villages, villes ou communes, lorsqu'ils ont commencé à travailler sur les problématiques de résilience locale, d'économie en boucle et de réduction des émissions de CO₂.

Ces principes ont été déclinés dans les domaines de l'agriculture (permaculture), des usages dans les villes (avec le mouvement des villes en transition) ou plus généralement avec le principe de résilience.

Sommaire

En France

Conseil national de la transition écologique

Avant-projet de stratégie nationale (soumis à consultation en mars 2014)

Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD)

En Europe

De nécessaires changements de comportements

Critique du concept

Notes et références

Voir aussi

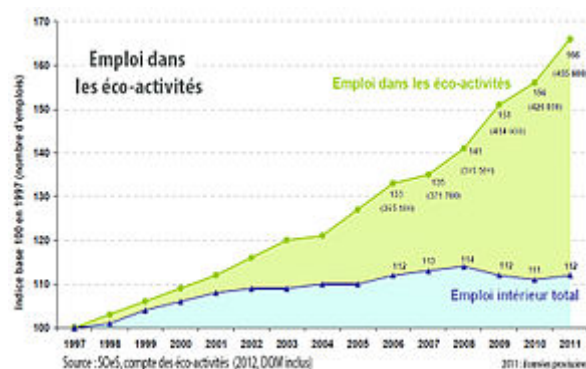
Bibliographie

Articles connexes

Liens externes

En France

Après la première et la seconde révolution industrielle, respectivement fondées en grande partie sur l'exploitation des ressources naturelles (sols, poissons, forêts, charbon puis pétrole qui ont été largement surexploités et/ou ont posé des problèmes de pollution et de dérèglement climatique), « une nouvelle transition énergétique est nécessaire »³. « En effet, les ressources énergétiques pour répondre à cette consommation, qui sont à 80 % des énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), sont à la fois épuisables, inégalement réparties, tendanciellement de plus en plus chères et première cause du réchauffement climatique »³. En 2013, un groupe d'experts a proposé comme définition de la transition énergétique : « *Aller vers un modèle énergétique qui permette de satisfaire de manière durable, équitable et sûre (pour les hommes et*



La transition écologique passe notamment par la formation et les métiers de l'environnement
Courbe de l'emploi dans le domaine des éco-activités (en France, d'après le SOeS)²

leur environnement) les besoins en énergie des citoyens et de l'économie française dans une société sobre en ressources naturelles, en énergie et en carbone », avec de

nombreux enjeux (Mix énergétique, Politique industrielle, compétitivité et emplois, Maitrise de la demande d'énergie, Consommation des ménages, justice sociale et précarité, questions Climat-énergie Sûreté, impacts environnementaux et sanitaires, Sécurité d'approvisionnement et balance commerciale, Prix, coût, fiscalité et financement, cohérence macro-économique, Gouvernance)⁴.

Lors de la Conférence environnementale sur le développement durable des 14 et 15 septembre 2012, le gouvernement Français a décidé d'établir une « feuille de route » sur la transition écologique. Pour cela, cinq tables rondes ont été organisées avec pour thèmes la transition énergétique, la biodiversité, les risques sanitaires, la fiscalité écologique et la gouvernance environnementale. À ce jour, la majorité des actions de transition écologique se prépare et se met en place au niveau local, par exemple au moyen de projections de films, de rencontres et de création de groupes, y compris dans le monde des entreprises⁵. En juillet 2013, le Conseil national du débat a adopté un document portant « synthèse du débat national sur la transition énergétique », organisé autour de 15 enjeux majeurs³, remise au Gouvernement avec 23 annexes lors de la Conférence environnementale des 20 et 21 septembre 2013 et une contribution du groupe d'experts⁶.

Conseil national de la transition écologique

Le Conseil national de la transition écologique (CNTE), créé en novembre 2013, a par exemple donné son avis sur le « projet de loi relative à la biodiversité » qui vise à mieux intégrer dans le droit français certaines obligations internationales découlant de la convention sur la diversité biologique (CBD) ou du Protocole de Nagoya, du droit européen de l'environnement, dont la directive cadre stratégique pour le milieu marin (DCSMM), ou encore la Stratégie nationale pour la biodiversité (SNB). Ce projet prévoit notamment d'introduire en France le principe de "solidarité écologique" et une Agence française pour la biodiversité⁷. Selon Envirolex, « certains membres du Conseil se sont opposés à l'introduction du principe de compensation, "essentiellement pour des questions juridiques ».

Le ministère chargé de l'écologie et du développement durable a lancé en mars 2014 une consultation citoyenne et publique (20 mars - 20 avril 2014⁸) sur l'avant-projet de « Stratégie nationale de la transition écologique vers un développement durable 2014-2020 (SNTEDD)⁹ » ; une version de la SNTEDD, enrichie des résultats de cette consultation sera soumise au Conseil national de la transition écologique (CNTE) qui donnera son avis sur ce projet. Cette SNTEDD sera ensuite soumise à approbation au « Comité interministériel au développement durable » et succédera à la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013. Le projet de stratégie propose pour la période 2014-2020 « des orientations et des priorités pour répondre aux grands enjeux environnementaux (changement climatique, perte de biodiversité, rareté des ressources, risques sanitaires environnementaux) et à leurs conséquences économiques et sociales. Des indicateurs de suivi pour mesurer l'ambition et l'impact des actions et politiques menées en faveur de la transition écologique, seront adossés à la SNTEDD⁸ ». Des indicateurs appropriés sont à l'étude en 2014⁸.

Un volet important de cette transition est la transition énergétique ; Les premiers éléments du projet de loi sur la transition énergétique ont été transmis à la commission spécialisée du débat national en mars 2014, il s'agit de sept documents de travail (non validés par l'Exécutif) relatives au soutien des EnR et au nucléaire ou relatives aux émissions de CO₂¹⁰ ; Un « complément de rémunération » pourrait soutenir l'électricité verte en « articulation » avec les aides par un tarifs d'achat soutenu ; par ailleurs un organisme indépendant d'EDF pourrait devenir opérateur spécialisé de l'achat d'électricité renouvelable¹⁰. Des budgets carbone (plafonds d'émissions à ne pas dépasser) pourraient être fixés et révisés à la baisse tous les 5 ans¹⁰. Selon l'AFP, ces 7 documents n'évoquent pas l'objectif précédemment affiché de 50 % de production d'électricité nucléaire en 2025, ni les moyens d'y parvenir, mais le dispositif actuel de mise à l'arrêt définitif et de démantèlement des installations nucléaires devrait être « intégralement » modifié¹⁰.

Avant-projet de stratégie nationale (soumis à consultation en mars 2014)

Une consultation citoyenne et publique a été lancée par le ministère chargé de l'écologie et du développement durable en mars 2014 (20 mars - 20 avril 2014)⁸) sur l'avant-projet de « Stratégie nationale de la transition écologique vers un développement durable 2014-2020 (SNTEDD) » ;

une version de la SNTEDD, enrichie des résultats de cette consultation sera ensuite soumise au Conseil national de la transition écologique (CNTE) qui donnera son avis sur ce projet. Cette SNTEDD sera ensuite soumise à approbation au « *Comité interministériel au développement durable* » et succédera à la Stratégie nationale de développement durable 2010-2013.

L'avant-projet (mars 2014) de la stratégie est construit selon 9 axes transversaux, subdivisés en priorités :

- **Axe 1** : Développer des territoires durables et résilients (avec comme priorité de « Préserver la capacité des territoires à bénéficier des services écosystémiques, assurer la résilience des territoires, Développer des modèles urbains durables ; Co-construire des projets territoriaux de développement durable »)⁹ ;
- **Axe 2** : S'engager dans l'économie circulaire et sobre en carbone (avec comme priorité : « Réorienter les modèles de production, d'échange et de consommation ; Rendre notre économie moins dépendante des ressources non renouvelables ; Mettre en place une nouvelle politique industrielle et agricole plus économe en ressources et s'appuyant sur l'innovation ; Mobiliser les territoires et favoriser les initiatives locales »)⁹ ;
- **Axe 3** : Prévenir et réduire les inégalités environnementales, sociales et territoriales ; avec comme priorités « Réduire et prévenir la vulnérabilité énergétique ; Prévenir et s'adapter aux impacts du changement climatique sur les populations ; Prévenir et lutter contre les inégalités en santé-environnement »)⁹ ;
- **Axe 4** : Inventer de nouveaux modèles économiques et financiers (avec comme priorité : « Élaborer un nouveau cadre de la « norme d'investissement » pour attirer les financements vers des projets liés à la transition écologique ; Modifier les comportements des acteurs individuels en changeant les modèles d'incitation et de rémunération de leur performance économique ; Associer les acteurs à l'adaptation des modèles économiques »)⁹ ;
- **Axe 5** : Accompagner la mutation écologique des activités économiques, avec comme priorités « Anticiper les mutations économiques liées à la transition écologique et leurs effets sociaux ; Accompagner les transitions professionnelles ; Informer, inciter et conseiller tous les acteurs économiques afin de faire comprendre et partager les enjeux des mutations sociales et professionnelles ; Faire des mutations sociales et professionnelles de la transition écologique un enjeu de responsabilité sociale/sociétale des entreprises et organisations »)⁹ ;
- **Axe 6** : Orienter la production de connaissances, la recherche et l'innovation vers la transition écologique (avec comme priorité : « Impliquer les parties prenantes dans l'orientation de la recherche ; Faciliter les démarches d'innovation avec tous les acteurs ; Associer les parties prenantes à une production efficace de données et de connaissances ; Faciliter et favoriser l'accès aux données et aux résultats scientifiques »)⁹ ;
- **Axe 7** : Éduquer, former et sensibiliser pour la transition écologique (avec comme priorité : « Généraliser l'éducation au développement durable de la maternelle à l'enseignement supérieur ; Promouvoir le développement d'initiatives, expérimentations et innovations citoyennes favorisant la compréhension et la mise en pratique de la transition écologique. ; Favoriser la diffusion et le partage de l'information, notamment environnementale, et faire progresser les capacités d'expertise collective ; Aider à la modification des choix et comportements de la société »)⁹ ;
- **Axe 8** : Mobiliser les acteurs à toutes les échelles (avec comme priorité : « Encourager l'exercice de sa responsabilité par chaque acteur ; Développer les alliances, les synergies et les stratégies « gagnant gagnant », notamment par le renforcement de la participation publique »)⁹ ;
- **Axe 9** : Promouvoir le développement aux niveaux européens et international (avec comme

priorité : « Renforcer la gouvernance internationale de l'environnement et du développement durable ; Intensifier les négociations sur le climat; Renforcer la protection et la valorisation des écosystèmes et milieux naturels ; Promouvoir la transition écologique de l'économie ; Intégrer le développement durable dans les politiques sectorielles de l'Union européenne ; Adapter la politique d'aide au développement »⁹.

Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable (SNTEDD)

Cette stratégie publiée par le CGDD le 9 février 2015 a été élaborée au sein du Conseil national pour la transition écologique (CNTE) puis adoptée en conseil des ministres (le 4 février 2015)¹¹.

Organisée autour de quatre enjeux (changement climatique, biodiversité, raréfaction des ressources, risques sanitaires et environnementaux), elle vaut pour la période 2015-2020. Elle doit se traduire dans les grands documents et plans structurant l'action publique territoriale (dont dans les contrats de plan État-région)¹¹. Elle reprend les stratégies préexistantes sur la biodiversité, l'adaptation au changement climatique, le risque inondation, santé-environnement, la stratégie bas-carbone, etc. et se décline ainsi en neuf axes transversaux (voir ci-dessus), regroupés en trois thèmes :

1. définir une vision à horizon 2020 ;
2. transformer le modèle économique et social pour une croissance verte ;
3. favoriser l'appropriation de la transition écologique par tous.

Un rapport annuel sur son application sera soumis au Parlement chaque année (avec 39 indicateurs de suivi)¹¹.

En Europe

En décembre 2019, la Commission européenne a présenté le « pacte vert pour l'Europe », dont le but est de faire bénéficier les entreprises et citoyens d'une transition écologique durable, par la mise en place d'une feuille de route (réduction des émissions, investissements dans la recherche et les innovations). Selon la Commission « le pacte vert vise aussi à protéger, préserver et consolider le patrimoine naturel de l'UE, ainsi qu'à protéger la santé et le bien-être des citoyens des risques et incidences liés à l'environnement¹². »

De nécessaires changements de comportements

Le progrès technique n'est pas en soi un gage de durabilité ; mal employé, il peut même conduire à rapidement aggraver la situation écologique et climatique. Des comportements inadéquats peuvent en effet rendre les meilleures solutions techniques de *haute qualité environnementale* inopérantes.

Parallèlement aux progrès techniques et conceptuels, les comportements (individuels et collectifs) d'usage de la nature et du bâti ou des modes de transports doivent donc changer pour devenir plus « amicaux » à l'égard de la nature, c'est-à-dire plus durables ; ce changement comportemental est un enjeu-clé de la transition écologique et énergétique.

Pour encourager et accompagner ces changements en France, l'ADEME a publié en 2016 un ouvrage intitulé *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité*¹³ qui propose des bases (concepts et conseils pratiques)^[Lesquelles ?] à tous ceux qui travaillent sur le changement de



Présentation du Pacte vert¹².

comportement des individus et des ménages au service de la transition écologique, en présentant comment des disciplines telles que les sciences humaines et sociales (psychologie, économie, sociologie, etc.) abordent ce sujet de manière complémentaire. Le livre liste aussi les outils existant pour les acteurs publics et associatifs pour l'information, la sensibilisation, marketing, les nudges (incitations économiques, législation, etc.), utilisables à différentes échelles territoriales.

L'Éducation nationale prend aussi sa part dans ce changement profond de la perception de notre rapport à la nature. Longtemps il s'est agi d'une Éducation à l'environnement et au développement durable. Le terme « Transition écologique » n'est cependant toujours pas explicitement présent dans les programmes. Seule apparition, les Instructions officielles de Seconde de Géographie sont centrées sur l'idée de « Monde en transition »¹⁴, dans une interprétation de ce concept commune à toutes les sciences humaines.¹⁵



Un manifestant lors de la marche pour le climat à Paris, en septembre 2018.

Critique du concept

En 2008, le collectif Trapese a publié une critique intitulée *The Rocky Road to a Real Transition* à laquelle Hopkins a répondu. Le débat portait en partie sur la façon dont le changement social est pris en compte¹⁶.

Le Dictionnaire de la pensée écologique présente quant à lui deux définitions de la « Transition », reflet des débats autour de ce terme¹⁷. Le premier affirme la dimension téléologique de la Transition écologique, comme avenir inéluctable si l'humanité veut échapper au chaos des dérèglements qu'elle a déclenchés. Le second replace la transition dans le champ des sciences humaines, comme simple outil d'analyse de mécanismes de tous ordres (démographie, politique, économie...) avec des étapes, des champs d'application.

Notes et références

1. *Manuel de Transition : de la dépendance au pétrole à la résilience locale* (trad. de l'anglais), Montréal/Éscalquens, Les Éditions écosociété, 2010, 216 p. (ISBN 978-2-923165-66-0)
2. cité par le Ministère de l'environnement (2015) : *Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable* (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SNTEDD.pdf>) (SNTEDD) ; PDF, 138 pages et résumé (http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/SNTEDD_en_bref.pdf) voir page 70
3. présentation de la *Synthèse des travaux du débat national sur la transition énergétique* (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/Synthèse%20du%20débat%20national%200sur%20la%20transition%20énergétique.pdf>), 23/07/2013 (PDF, 44p)
4. Présentation synthétisant un rapport du groupe d'experts sur la transition énergétique *La transition énergétique : de quoi s'agit-il?* 24 janvier 2013 Alain Grandjean (<http://www.transition-energetique.gouv.fr/sites/default/files/01.pdf>)
5. Certaines entreprises suivent le mouvement ; *La transition écologique pousse les entreprises à des alliances inédites* (<http://www.latribune.fr/espace-abonnes/le-decryptage/20130212trib000748301/la-transition-ecologique-pousse-les-entreprises-a-des-alliances-inedites-.html>), La tribune, 2013-02-12
6. Contributions du Groupe des Experts (<http://www.transition-energetique.gouv.fr/la-transition-energetique/contributions-du-groupe-des-experts>) associés au Débat National sur la Transition Énergétique, publié : 24/07/2013
7. Envirolex (2013) *Présentation au CNTE de l'avant projet de loi relative à la biodiversité* (<http://www.envirolex.fr/presse/environnement/actualites/4305/>), décembre 2013
8. Consultation publique 2014 *La stratégie nationale de transition écologique vers un*

développement durable 2014-2020 (http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/spip.php?page=forum&id_article=354) publié 20/03/2014

9. Avant-projet de stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable 2014-2020 (http://www.consultations-publiques.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Avant_projet_SNTEDD_20_mars_2014.pdf) (PDF, 1,9 Mo)
10. Batiactu (2014), brève intitulée *Quel soutien pour les EnR dans la loi de transition énergétique ?* (<http://www.batiactu.com/edito/quel-soutien-pour-les-enr-dans-la-loi-de-transitio-37735.php>), datée 20/03/2014
11. Ministère de l'environnement (2015) *Stratégie nationale de transition écologique vers un développement durable* (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/SNTEDD%20-%20La%20strategie.pdf>) (SNTEDD) ; PDF, 138 pages et résumé (<http://www.developpement-durable.gouv.fr/sites/default/files/SNTEDD%20-%20En%20bref.pdf>)
12. « Le pacte vert pour l'Europe » (https://ec.europa.eu/info/sites/info/files/european-green-deal-communication_fr.pdf), Communication de la commission au parlement européen, au conseil européen, au conseil, au comité économique et social européen et au comité des régions [PDF], 11 décembre 2019 (consulté le 12 décembre 2019).
13. Ademe, *Changer les comportements, faire évoluer les pratiques sociales vers plus de durabilité* (<http://www.ademe.fr/changer-comportements-faire-evoluer-pratiques-sociales-vers-plus-durabilite>), accompagné d'une Vidéo de présentation de 3 min (<https://www.youtube.com/watch?v=RAhEoxPf8f4>), 2016.
14. Eduscol, « Programme d'histoire-géographie de seconde générale et technologique; Page 13 : Géographie : Classe de Seconde : « Environnement, développement, mobilité : les défis d'un monde en transition » » (https://cache.media.eduscol.education.fr/file/SP1-MEN-22-1-2019/69/9/spe577_annexe1CORR_1063699.pdf), sur *eduscol.fr*, 1^{er} janvier 2015 (consulté le 1^{er} janvier 2020)
15. Fairecours.com, « La transition écologique dans l'enseignement » (<https://fairecours.com/2020/07/13/la-transition-ecologique-dans-lenseignement-une-politique-publique/>), sur *Fairecours.com*, 1^{er} janvier 2015 (consulté le 1^{er} octobre 2020)
16. Trapese Collective, « The Rocky Road to Transition », 2008, lire en ligne (<http://trapese.clearerchannel.org/resources/rocky-road-a5-web.pdf>)
17. Dominique Bourg et Alain Papaux (dir.), *Dictionnaire de la pensée écologique*, Paris, PUF, octobre 2015, 1120 p. (ISBN 978-2-13-058696-8)

Voir aussi

Bibliographie

- Raphaël Stevens et Pablo Servigne, *Comment tout peut s'effondrer. Petit manuel de collapsologie à l'usage des générations présentes*, Editions du Seuil (Collection Anthropocène) 2015
- (fr) Salvador Juan 1(2011)La transition écologique (Centre d'étude et de recherche sur les risques et les vulnérabilités, CERReV, Université de Caen Basse-Normandie) (résumé (<http://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00694551/>))
- (fr) Tim Jackson(2010), *Prospérité sans croissance : La transition vers une économie durable* (tiré d'un rapport rédigé par Tim Jackson en sa qualité de Commissaire à l'économie de la Sustainable Development Commission) Éditions De Boeck et Etopia (coédition), Collection Planète en jeu, Bruxelles, 2010 - 1^{re} parution : éditions Earthscan, Londres, 2009 (Fiche détaillée de lecture, par l'Observatoire du Management Alternatif, 24 pages (http://appli6.hec.fr/amo/Public/Files/Docs/271_fr.pdf))

Sur les autres projets Wikimedia :

 *transition écologique*, sur le Wiktionnaire

- C Arnspurger (2010), Transition écologique et transition économique: Quels fondements pour la pensée? Quelles tâches pour l'action? ; - disponible en ligne

<http://transitioneconomieque> (http://mpoc.be/gl/liege/articles/Arnspurger-Christian_Transition_12fev2010_2colonnes-11pages.pdf)

- (fr) C Lamine, JM Meynard, N Perrot, S Bellon (2009), <http://www7.inra.fr/ciag/content/download/3306/29992/version/1/file/53-Lamine.pdf> *Analyse des formes de transition vers des agricultures plus écologiques: les cas de l'Agriculture Biologique et de la Protection Intégrée* ; Innovations agronomiques, inra.fr
- Futurible (2014) *Produire et consommer à l'ère de la transition écologique ; Quatre scénarios pour la France à l'horizon 2030* (<https://www.futuribles.com/fr/groupes/produire-et-consommer-en-france-en-2030/>) Rapport annuel vigie 2014 (principaux résultats de l'étude "Produire et consommer à l'ère de la transition écologique", faite par Futuribles International en 2013 et 2014.

Articles connexes

- Conférence environnementale sur le développement durable des 14 et 15 septembre 2012
- Consumérisme
- Dette écologique
- Désinvestissement des énergies fossiles
- Développement durable
- Durabilité
- Écologie intégrale
- Économie verte
- Empreinte écologique
- Paquet climat-énergie (Union européenne)
- Protocole de Kyoto
- Question écologique
- Réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts
- Risques d'effondrements environnementaux et sociétaux
- Transition économique
- Transition énergétique
- Transition alimentaire

Liens externes

- Site internet d'une association travaillant pour la diffusion des principes de la transition écologique (<http://lenid.info/>)
- Site internet du mouvement des villes et communautés en transition (<http://villesentransition.net>)
- La feuille de route du gouvernement Français (http://www.developpement-durable.gouv.fr/IMG/pdf/Feuille_de_Route_pour_la_Transition_Ecologique.pdf)
- Approches critiques de la « transition énergétique » dans les sciences humaines et sociales (<https://calenda.org/346070?lang=pt>)

La dernière modification de cette page a été faite le 21 février 2021 à 11:31.

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les conditions d'utilisation pour plus de détails, ainsi que les crédits graphiques. En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez comment citer les auteurs et mentionner la licence.

Wikipedia® est une marque déposée de la Wikimedia Foundation, Inc., organisation de bienfaisance régie par le paragraphe 501(c)(3) du code fiscal des États-Unis.